

Gouvernement du Québec

Décret 384-2014, 24 avril 2014

CONCERNANT le ministre et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), à l'égard des forêts, de la faune et du territoire, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs exerce, les fonctions du ministre des Ressources naturelles et de la Faune prévues à la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2) et la responsabilité des effectifs, des activités et des programmes ainsi que les crédits afférents du portefeuille « Ressources naturelles » reliés à ses fonctions;

QUE, conformément à cet article, à l'égard des parcs, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs exerce, les fonctions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, et des Parcs prévues à la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (chapitre M-30.001) et la responsabilité des effectifs, des activités et des programmes ainsi que les crédits afférents du portefeuille « Développement durable, Environnement, Faune et Parcs » reliés à ses fonctions;

QUE, conformément à cet article, soient confiées au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs les fonctions du ministre des Ressources naturelles et de la Faune prévues notamment aux lois suivantes :

1^o la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1);

2^o la Loi sur les arpentages (chapitre A-22);

3^o la Loi sur les bureaux de la publicité des droits (chapitre B-9);

4^o la Loi sur le cadastre (chapitre C-1);

5^o la Loi sur les compagnies de flottage (chapitre C-42);

6^o la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), à l'exception des articles 42 et 43 en ce qui a trait à la garde en captivité et à l'abattage de certains animaux d'espèces;

7^o la Loi sur le crédit forestier (chapitre C-78);

8^o la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (chapitre C-78.1);

9^o la Loi sur la division territoriale (chapitre D-11);

10^o la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre D-13.1);

11^o la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (chapitre E-12.01);

12^o la Loi sur les mesureurs de bois (chapitre M-12.1);

13^o la Loi sur la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (chapitre M-35.1.2);

14^o la Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales (chapitre P-5.1);

15^o la Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage (chapitre P-30.2);

16^o la Loi sur la réforme du cadastre québécois (chapitre R-3.1);

17^o la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (chapitre R-13.1);

18^o la Loi sur la Société de développement autochtone de la Baie-James (chapitre S-9.1);

19^o la Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James (chapitre S-16.1);

20^o la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

21^o la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre T-11);

QUE, conformément à cet article, à l'égard des parcs, soient confiées au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs les fonctions du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, prévues notamment aux lois suivantes :

1^o la Loi sur le parc de la Mauricie et ses environs (chapitre P-7);

2^o la Loi sur le parc Forillon et ses environs (chapitre P-8);

3^o la Loi sur le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent (chapitre P-8.1);

4^o la Loi sur les parcs (chapitre P-9);

5^o la Loi sur la protection des arbres (chapitre P-37);

6^o la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (chapitre S-13.01).

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

61456

Gouvernement du Québec

Décret 385-2014, 24 avril 2014

CONCERNANT le ministre responsable des Affaires autochtones

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE soient confiées au ministre responsable des Affaires autochtones l'application des dispositions législatives et la responsabilité suivantes :

1^o la section III.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), et ce, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18) et à l'article 3.42 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, et la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones;

2^o la Loi sur le Gouvernement de la nation crie (chapitre G-1.031), et ce, conformément à l'article 112 de cette loi;

3^o la Loi sur la Société de développement des Naskapis (chapitre S-10.1), et ce, conformément à l'article 34 de cette loi;

4^o la Loi sur la Société Makivik (chapitre S-18.1), et ce, conformément à l'article 43 de cette loi;

QUE le présent décret remplace le décret n^o 873-2012 du 20 septembre 2012.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

61457

Gouvernement du Québec

Décret 386-2014, 24 avril 2014

CONCERNANT les adjoints parlementaires

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1), les députés nommés cidessous assistent, dans l'exercice de leurs fonctions, les ministres mentionnés en regard de leur nom :

Madame Caroline Simard Députée de Charlevoix– Côte-de-Beaupré	Premier ministre, pour les volets jeunesse et petite enfance et lutte contre l'intimidation
Monsieur Serge Simard Député de Dubuc	Premier ministre, pour la région du Saguenay– Lac-Saint-Jean
Monsieur David Birnbaum Député de D'Arcy-McGee	Premier ministre, pour le volet adéquation ressources humaines et marché du travail – participation maximale des femmes, personnes vivant avec un handicap, autochtones, rétention des travailleurs expérimentés
Monsieur Jean Boucher Député d'Ungava	Ministre responsable des Affaires autochtones, pour le volet communautés nordiques
Monsieur Guy Ouellette Député de Chomedey	Ministre de la Sécurité publique, pour le volet intégrité des administrations publiques
Monsieur Saul Polo Député de Laval-des-Rapides	Ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, pour le volet exportations
Monsieur André Drolet Député de Jean-Lesage	Ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional, pour le volet entrepreneuriat